

Secrétariat Uniterre

Av. du Grammont 9

1007 Lausanne

Tél : 021 601 74 67

Fax : 021 617 51 75

info@uniterre.ch

www.uniterre.ch

Communiqué de presse

La volaille ayant retrouvé sa liberté après la crise de la grippe aviaire, prenons le temps de réfléchir aux causes de ces crises

Lausanne, le 9 mai 2006

Après la désinfection de l'OMC il y deux semaines, Uniterre tient à respecter au mieux les exigences sanitaires en vigueur et se voit dans l'obligation de confiner quelques instant les responsables de la santé publique afin qu'ils réfléchissent sérieusement à des solutions plus constructives et transparentes pour endiguer d'éventuelles nouvelles crises sanitaires.

Pour Uniterre, amonceler des montagnes de Tamiflu et « pondre » le 4 mai, à la hussarde, des exigences d'étiquetage contre-productives et défavorables à la transparence envers les consommateurs, n'apportent pas de solutions concrètes et durables aux crises sanitaires. Uniterre dénonce le lien entre la politique de libre-échange effréné, prônée notamment par l'OMC, et les conséquences sanitaires, économiques et environnementales qui en découlent. Uniterre demande aux autorités garantes de la santé de la population suisse de prendre le temps de réfléchir aux causes qui provoquent ce type de crise afin que les prochaines puissent être prévenues, plutôt que de concentrer toute l'énergie sur la phase curative!

Comme piste concrète de réflexion, Uniterre propose la souveraineté alimentaire. **Le développement durable passe par la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire des peuples. Afin de garantir l'accès des populations paysannes à leurs droits les plus élémentaires, le développement du commerce agricole doit être basé sur le droit à la souveraineté alimentaire. Celui-ci doit permettre aux populations de choisir le type d'agriculture et d'alimentation qu'elles souhaitent sans dumping vis-à-vis de pays tiers. Priorité à la consommation locale, exportations sans aide de subventions et droit des pays à se protéger des importations à trop bas prix.**

Pour Uniterre, une alimentation saine, variée et produite dans le respect des exigences sociales et environnementales, est essentielle au bien-être et à la santé de toute population. En Suisse, le cadre légal est très strict. Des normes et critères sévères permettent un niveau élevé de qualité et de sécurité des denrées alimentaires et une protection sérieuse de l'environnement. **Or ces points sont mis à mal par des accords internationaux qui préfèrent subordonner les exigences sociales et environnementales au droit au commerce.** Aujourd'hui, les prix à la production des produits agricoles sont sous pression à un point tel qu'ils ne garantissent plus la pérennité des exploitations agricoles. A l'heure actuelle, plus aucune agriculture au monde n'arrive à se développer avec le seul revenu issu de la vente de ses produits. L'ouverture généralisée des marchés et la mise en concurrence des agricultures paysannes du monde avec l'agrobusiness engendrent un véritable danger pour l'avenir de la production alimentaire locale destinée aux

consommateurs locaux, seule à même de garantir l'ensemble des critères environnementaux et sociaux. Des prix rémunérateurs sont indispensables pour les paysans.

La crise sanitaire de la grippe aviaire est le dernier symptôme d'une maladie engendrée par notre mal-développement économique : la crise de la grippe aviaire est une illustration typique des risques liés à la libéralisation, à l'industrialisation et à la concentration à outrance des productions et marchés agricoles. Suivant le principe des avantages comparatifs des pays producteurs, de véritables transnationales de la volaille se sont développées, générant des méga-élevages dans les pays les plus avantageux au mépris de critères sociaux, environnementaux ou encore éthologiques. Afin d'optimiser ses rendements économiques, cette industrie n'engraisse que quelques races très productives de volaille. Cette concentration extrême de volaille « uniformisée » d'un point de vue génétique est particulièrement sensible aux maladies et favorise la mutation virale. Avec de telles structures, la société se trouve face à des bombes à retardement. La course aux bas-prix a provoqué une prise de risques irresponsable de la part des entreprises agro-alimentaires. Ce ne sont pas les oiseaux migrateurs qui sont un danger, mais les entreprises d'élevages industriels qui migrent là les profits sont les plus prometteurs à court terme.

Principe de précaution pour éviter les crises

Le jugement du Tribunal fédéral sur la « plainte ESB » déposée par 2206 agriculteurs et rendu public hier démontre une fois encore que les agriculteurs sont trop souvent laissés seuls face aux manquements des autorités. A deux niveaux, il y a problème : pas de véritable principe de précaution et dès qu'il y a préjudice, aucune indemnisation de la part de l'Etat. A cela s'ajoute que sans prix rémunérateurs, les paysans ne peuvent faire face économiquement à ces crises.

OMC et le droit au commerce : Jusqu'à maintenant, l'OMC revendique la possibilité de ne travailler qu'avec un filtre lié à l'entrave au commerce et de ne pas se préoccuper d'autres aspects, tels que les aspects sociaux, environnementaux ou sanitaires. Il suffit de se remémorer les dénonciations américaines des mesures de protection européennes contre le bœuf aux hormones, les critiques de certains pays qui ont fait suite aux restrictions de mise en culture ou sur le marché d'OGM etc. Il faut pourtant pouvoir subordonner les règles commerciales aux exigences formulées par les agences onusiennes afin de promouvoir un développement durable de l'agriculture et de l'économie.

Face à l'unilatéralisme de l'OMC, Uniterre revendique une prise en compte de tous les critères touchant à l'agriculture et à l'alimentation. Elle revendique que l'agriculture soit sortie des négociations au sein de l'OMC et soit placée sous une juridiction qui tienne compte de tous les critères. Il n'est pas possible d'exiger des paysans qu'ils tiennent compte de tous ces aspects à la production et qu'au niveau du commerce international, ceux-ci soient ignorés et que tout et n'importe quoi puisse être importés. Uniterre est pour les échanges ! Nous sommes en faveur des échanges, mais dans des quantités adaptées à la demande locale, à des prix rémunérateurs, sur de courtes distances, permettant à un maximum de consommateurs et producteurs de se rencontrer et de contrôler la filière agro-alimentaire.

En conclusion, nous demandons que l'Office fédéral de la santé publique étudie profondément les causes des crises sanitaires/alimentaires et conseille ensuite, de manière éclairée, ses collègues en Suisse comme à l'étranger, sur la manière dont il faut agir pour éviter l'émergence de nouvelles crises.

Uniterre
021 601 74 67
079 672 14 07, Valentina Hemmeler
078 707 78 83, Rudi Berli